

Réunion d'initiative locale 4

Patronage laïque Jules Vallès – Lundi 18 février 2019 / 19h-21h30

Pour la quatrième réunion, l'ordre du jour appelle les questions suivantes :

- Question 25 : Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?
- Question 26 : Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ?
- Question 27 : Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?
- Question 28 : Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?

Après avoir salué la présence des participants (7 personnes) et avant d'entamer le débat, l'animateur de la réunion tient à préciser :

- Le déroulement de la réunion.
- Les règles du débat et fait une lecture de la charte du grand débat.
- Précise la thématique choisie et les modalités de restitution.

Le grand débat national

Synthèse de la réunion du 18/02/19
7 participants

Question 25 : Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?

Constats :

Un premier constat est fait sur la perte du « vivre ensemble » qui implique une montée des incivilités. Les forces de l'ordre étant souvent surchargées, il émerge un sentiment de délaissement. Une personne souligne que la société crée de « l'insuffisance » dans l'école, l'hôpital et la police. Ce désengagement de l'État peut engendrer des incivilités. On fait remarquer que beaucoup de choses sont faites mais semblent peu efficaces dans la lutte contre les incivilités. Une autre remarque porte sur l'inquiétude de voir se confirmer une société à deux vitesses.

Propositions :

Renforcer la police municipale/de proximité avec du personnel supplémentaire.

Donner plus de pouvoir aux personnes « responsables » dans les espaces partagés « gardiens d'immeuble, surveillants de parc, chauffeurs de bus...). Une partie de la salle soulève néanmoins une limite qui est la peur de représailles envers ces personnes.

Rappeler que l'espace commun est à tous, pour que les gens s'en rendent bien compte. Par exemple par l'installation de panneaux plus visibles qui rappelleraient les règles du « vivre ensemble ».

Renforcer l'éducation et sensibiliser au respect et au civisme.

Responsabiliser davantage les parents, en tant que parents d'élèves (comportement civique de l'enfant et pas uniquement sur l'éducation en général).

Sensibiliser au rôle de l'impôt. En paye-t-on vraiment trop ? Comment est-il utilisé ?

Rendre obligatoire les heures d'étude (au moins jusqu'au collège) pour permettre aux élèves de finir leurs devoirs et de consacrer ensuite leur temps hors scolaire à faire autre chose. En créant peut être des partenariats avec des bibliothèques/médiathèques.

Responsabiliser les enfants pour qu'ils prennent conscience que ce qui est mis à leur disposition n'est pas acquis (que se passe-t-il pas exemple à l'école, une fois que je la quitte : ménage, administration...).

Responsabiliser les adultes par un travail de pédagogie. Valoriser le télétravail et le temps consacré à l'éducation des enfants.

Le grand **débat national**

Devoir d'exemplarité de la fonction publique. Le rôle des responsables politiques doit être de rassembler plutôt que de fracturer.

Encourager la création de plateformes numériques qui favorisent le lien social (exemple donné des sites internet de collocations solidaires).

Favoriser la mixité sociale mais dans les deux sens. Que des personnes plus aisées puissent s'installer dans des quartiers « populaires » mais également qu'une population moins favorisée puisse accéder aux quartiers aisés.

Développer les espaces de commun partagé, comme les jardins.

Encourager les rencontres intergénérationnelles et permettre la rencontre et le partage d'expériences.

Renforcer le rôle des associations locales.

Eviter de créer des règles et des lois inapplicables.

Continuer d'aménager le territoire et de repenser l'espace public pour favoriser les rencontres (exemple des nouvelles places parisiennes).

Il a été rappelé que les pouvoirs publics doivent continuer leur travail de pédagogie pour renforcer les connaissances des citoyens et développer chez eux une conscience civique.

Enfin, il a été souligné que tout ne pouvait pas être solutionné par la loi. L'excès de législation pouvait être contreproductif.

Le grand **débat national**

Question 26 : Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ?

Une première remarque concerne la responsabilité des citoyens. Chaque citoyen qui constaterait une incivilité devrait pouvoir en avertir les forces de l'ordre et/ou directement la personne concernée sans pour autant être amalgamé à un « délateur ». Cette auto-régulation reste tout de même difficile à appliquer en France où l'on s'inquiète toujours des réactions parfois vigoureuses de ceux qui commettent ces incivilités.

L'exemplarité est également l'affaire du citoyen, qui par son comportement, peut inspirer les autres et les inciter à mieux agir.

Un constat général est fait sur la perte du sens collectif.

L'assemblée s'est ensuite accordée à dire que la concertation et la communication entre citoyens est aussi un moyen de faire baisser les incivilités.

L'élan du grand débat, doit être poursuivi avec toujours une volonté des participants de se sentir écoutés et considérés. Ne pas créer de nouvelles discussions de comptoir, mais bien des réunions citoyennes dont les synthèses devront être envoyées (et considérées) par les pouvoirs publics.

Une personne suggère également de renforcer la médiation de la société civile. Ainsi des conflits pourraient dans un premier temps être arbitrés par un médiateur civil avant d'éventuels recours en justice.

Le grand débat national

Question 27 : Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?

Témoin	Victime
Discrimination envers les femmes. Violence ordinaire contre les femmes. Parole plus libérée contre les femmes.	Contre les personnes âgées qui ressentent un manque de considération dans leur expression.
Discrimination encore forte sur la couleur de peau, l'origine sociale et la « race ». Avec un effet sur l'emploi et l'éducation.	
Discrimination liée à l'âge notamment dans le monde du travail.	
Discrimination en fonction des revenus. Malgré de nombreux services gratuits ou indexés aux revenus, un sentiment discriminatoire persiste quand les moyens manquent.	

Il est apparu rapidement aux participants qu'ils étaient plus témoins que victimes de discriminations. Malgré cette situation qu'ils qualifient de « privilégiée », l'ensemble des participants se sont accordés pour dire qu'ils avaient conscience de ces discriminations et qu'ils ne les omettaient pas.

Une inquiétude a émergé sur une possible fracture sociale de plus en plus profonde.

Le grand **débat national**

Question 28 : Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?

Une première proposition consiste à proposer un traitement spécifique ou une protection supplémentaire pour les personnes en situation de « vulnérabilité ». L'idée n'étant pas de séparer les personnes vulnérables des autres, mais de considérer que dans certaines situations des personnes peuvent être plus vulnérables que d'autres. Vulnérable n'est pas négatif mais s'attache à une situation de fait. Un exemple a été donné d'une femme battue qui, dans une situation où elle devient vulnérable, pourrait bénéficier d'un traitement ou d'une protection spécifique.

Cette idée de créer des lois/protections spécifiques pour des situations spécifiques a été contrastée par l'exemple du modèle américain où l'excès de particularisme n'a pas amélioré les inégalités mais les a même parfois creusés.

Une personne a également souligné que les vulnérabilités peuvent être source de richesse si on s'intéresse, en prenant comme exemple les personnes âgées. S'intéresser aux vulnérabilités permet de se mettre à la place de l'autre et de mieux le comprendre.

Une personne a suggéré qu'il existe un lien entre intégration et discrimination. Mieux intégrer permet d'atténuer les discriminations que l'on peut subir. L'intégration est un effort collectif partagé entre ceux qui désirent s'intégrer et ceux qui accueillent. Une société plus solidaire et plus tolérante serait donc une société qui favorise cette intégration. Cela passe notamment par une politique du logement plus juste permettant une meilleure mixité sociale.